

NOTE INFORMATIVE

2^e Examen Périodique Universel du Sénégal (21.10.2013)

Dernier EPU du Sénégal le: 5 octobre 2009 (4^e session de l'EPU)

17^e session de l'EPU– Conseil des Droits de l'Homme

Résumé des thèmes qui concernent les enfants

Troika: Botswana, Espagne, République de Moldavie

I- Thèmes concernant la justice juvénile et les droits de l'enfant en général

1. Thème n°1: justice juvénile

Délégations	Recommandations	Réponses du Sénégal
Slovénie	Etablir un système de justice juvénile et former des juges pour les procès impliquant des mineurs.	Le Sénégal a adopté une stratégie globale pour éliminer la discrimination contre les enfants, spécialement dans la justice juvénile, le travail des enfants et le trafic d'enfants.
Suisse	Offrir des formations appropriées sur la justice juvénile.	Un dialogue bilatéral sur les droits de l'homme avec la Suisse met l'accent sur la justice juvénile et les formations dans ce domaine.

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembé, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org

2. Thème n°2 : trafic d'enfants, exploitation et travail

Délégations	Recommandations	Réponses du Sénégal
Emirats Arabes Unis, Royaume-Uni, Egypte, Irak, Nigeria, Palestine, Soudan, Ouzbékistan	Protéger les victimes du trafic d'êtres humains en renforçant les mesures.	Le trafic d'enfants est devenu une priorité : des programmes et dispositions ont été mis sur pied pour s'assurer que les enfants des rues bénéficient d'une réintégration sociale. Une collaboration sous-régionale a lieu pour mieux surveiller le mouvement des enfants en zones frontalières. Il existe aussi un plan d'action national (2012-2013) pour assister dans le soin et la réintégration des victimes. L'Etat a inclus le problème du trafic d'enfants dans sa stratégie de réduction de la pauvreté et dans sa stratégie nationale pour le développement économique et social.
Botswana	Une définition claire du trafic doit être spécifiée dans le code pénal. La sanction pour les contrevenants doit aussi être mentionnée.	<i>*aucune mention*</i>
Egypte, Palestine	Faire des efforts dans la poursuite de trafiquants d'enfants.	L'Unité Nationale qui combat le trafic d'êtres humains en est en charge.
Royaume-Uni, France, Maldives, Paraguay, Singapour, Turquie	Renforcer les mesures contre la mendicité d'enfants (la préoccupation concerne surtout les enfants « Talibés » ¹); mettre en œuvre les recommandations du Comité des droits de l'enfant afin de cesser cette pratique.	Nous sommes en train de combiner différentes actions pour retirer les enfants de la rue : loi contre la mendicité des enfants et soutien aux familles les plus vulnérables pour les empêcher d'envoyer leur enfant dans la rue pour rapporter de l'argent.
Etats-Unis, Allemagne, Zambie, Luxembourg, Russie	Prendre des mesures pour éliminer le travail des enfants.	En juin 2013, le gouvernement a rédigé une feuille de route (2013-2016) pour éliminer les pires formes de travail des enfants (servitude domestique incluse).
Autriche, Allemagne,	Traduire en justice les responsables de la mendicité des enfants et du travail des enfants (harmoniser le	Le gouvernement a poursuivi des individus qui avaient force des enfants à mendier.

¹ Les enfants « Talibés » appartiennent à la communauté « Daara », et sont envoyés à l'école coranique où ils n'apprennent que la religion; ils sont parfois envoyés à la rue pour mendier, afin de rapporter l'argent récolté à leur professeur.

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembé, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org

Maldives	code pénal)	
Royaume-Uni, Equateur, Italie	S'attaquer au mariage forcé/précoce.	L'Etat encourage le mariage tardif et l'élimination de mariage précoce à travers l'octroi de bourses pour que les filles restent à l'école.
Allemagne	Mettre en place des campagnes de sensibilisation sur les conséquences négatives du mariage des enfants.	En 2011 et 2012, des forums de sensibilisation et des formations ont eu lieu sur le mariage précoce, dans les 14 régions administratives du Sénégal.

3. Thème n°3: Education et santé

Délégations	Recommandations	Réponses du Sénégal
Cuba, Vietnam, Zambie, Egypte, Ghana, Inde, Liban, Malaisie, Nicaragua, Nigeria, République de Moldavie, Sierra Leone, Singapour	Renforcer l'accès universel à une éducation de qualité; moderniser le système éducatif.	Nous nous concentrons sur la construction de nouveaux bâtiments et sur le recrutement de professeurs. L'école est maintenant obligatoire de 6 à 16 ans. Le budget pour l'éducation a été augmenté . Result: participation rate has increased (preliminary school: 2.3% in 2000 to 9.8 % in 2010; elementary school: 67% in 2000 to 94% in 2010). More girls attend school: we have put in place policies to keep them in school. But we need to provide more grants for higher levels of studies.
Turquie, Togo, Paraguay, Allemagne, France, Autriche	Moderniser les écoles "Darra" (offrir une meilleure éducation pour les enfants « talibés »)	Un document stratégique circule en ce moment au Parlement pour moderniser les pratiques des écoles Darra, et s'assurer que les élèves apprennent le français et d'autres branches pour les aider à s'insérer dans la société après leurs études (comme la géographie, l'histoire, etc.)
Costa Rica	Une information circule qui dit que les filles enceintes doivent arrêter l'école: le gouvernement doit stopper cette information.	<i>*aucune mention *</i>
Allemagne	S'assurer que les enfants handicapés soient inclus dans l'éducation.	Le gouvernement a augmenté les fonds pour les formations de travail social et de la santé pour mieux former les spécialistes à travailler avec des personnes handicapées.

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembe, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org

Ethiopie, Ghana, Indonesie, Oman, Chine	Augmenter les services de santé pour enfants et réduire le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.	2013: mise en œuvre d'une stratégie pour assurer des soins de santé gratuits pour les enfants de moins de 5 ans. Le gouvernement est en train de chercher de nouvelles stratégies d'octroi de fonds pour offrir un meilleur accès aux soins de santé à la population en rejoignant le partenariat de santé de la Banque Mondiale.
Nouvelle-Zélande	Offrir des soins de santé gratuits et accessibles pour les enfants jusqu'à 6 ans, d'ici 2015.	L'initiative pour les soins de santé gratuits pour les moins de 5 ans sera élargie l'année prochaine. Cependant, il sera difficile d'offrir ces soins pour les enfants de plus de 5 ans.

4. Thème n°4: Violence and pauvreté

Délégations	Recommandations	Réponses du Sénégal
Algerie, Angola, Argentine, Brésil, Equateur, Gabon, Rwanda	Eradiquer la pratique de l'excision (MGF).	Le gouvernement a pris quelques initiatives: l'excision est maintenant criminalisée; campagnes de sensibilisation; alternatives offertes pour les personnes qui continuent à la pratiquer; coopération régionale développée avec des pays voisins.
Soudan du Sud, Burkina Faso	Sensibiliser sur les MGF.	Nous avons aussi rédigé un 2e plan d'action national pour accélérer le processus d'éradication d'ici 2015.
Burkina Faso	Poursuivre et punir les personnes qui continuent la pratique de MGF.	11 commissions regionales ont été créées et des programmes de formations sont disponibles dans le pays. Les fonds pour ces stratégies ont été augmentés.
Canada, Grèce, Pays-Bas	Criminaliser le viol et sensibiliser sur ce problème.	Le viol est un crime (5-10 ans d'emprisonnement et 10 ans si la victime a moins de 13 ans).
Luxembourg, Palestine, Tunisie	Criminaliser la violence contre les femmes et les filles; protéger les victims de la violence.	En 2011 et 2012, des forums et des formations sur la violence faite aux femmes ont été réalisés. Le Sénégal a mobilisé des ressources importantes pour promouvoir le plan national pour éliminer le mauvais traitement des femmes. En 2010 et 2011, des campagnes de communication intensives incluant les medias et des leaders ont sensibilisé les parents et les gens travaillant dans le domaine de la santé, de la police, de l'éducation et du système judiciaire, sur la prévention contre la violence faite aux enfants.

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembe, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org

Egypte	Donner accès à l'eau potable et à la nourriture.	Un programme national de subventions aux familles a été créé en octobre 2013 pour subvenir aux besoins fondamentaux.
--------	--	--

5. Thème n°5: Convention des Droits de l'Enfant et autres législations

Délégations	Recommandations	Réponses du Sénégal
Belgique, Cap Vert, Indonésie, Thaïlande, Togo.	Adopter un code de l'enfant.	Le code de l'enfant a déjà été rédigé, et adopté par le Cabinet. Il circule actuellement au Parlement.
Mexique	Uniformiser la définition de l'enfant pour qu'elle soit en conformité avec le droit international.	<i>*aucune mention *</i>
République de Moldavie	Adopter la loi sur un ombudsman pour enfants.	Nous allons bientôt nommer quelqu'un au poste d'ombudsperson (probablement au début 2014).
Palestine	Ratifier l'OPIC.	<i>*aucune mention *</i>

II- Autres points importants ayant été réalisés par l'Etat soumis à l'EPU:

- Le code de nationalité a été modifié (21 juin 2013): les enfants peuvent maintenant recevoir la nationalité de leur mère.
- Lutte contre l'impunité: un tribunal spécial a été créé pour juger l'ancien Président du Tchad Hissène Habré.
- Conditions de détention: un observatoire national des lieux de détention existe depuis mars 2009; de nouvelles prisons ont été créées pour lutter contre la surpopulation carcérale ; des programmes de réhabilitation ont été mis en place ; chaque prison contient une infirmerie pour les détenus malades.
- Un observatoire national sur l'égalité des sexes a été établi en mars 2011.

III- Adoption du rapport :

- **152 recommandations ont été faites; 119 seront mises en œuvre et 19 seront considérées pour donner une réponse au plus vite, mais au plus tard lors de la 25e session du Conseil des Droits de l'Homme. 14 recommandations n'ont pas reçu le soutien du**

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembe, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org

Sénégal.

- **Recommandations acceptées qui concernent les droits de l'enfant:**

- Adopter un code de l'enfant [122.1] – [122.7]
- Continuer d'améliorer les institutions dans le domaine de la protection de l'enfance et cesser leur exploitation [122.28]
- Mettre en œuvre efficacement la loi nationale qui criminalise les personnes qui organisent la mendicité et le trafic d'enfants et établir un point focal responsable de la coordination des efforts en ce qui concerne la protection de l'enfance [122.31]
- Déployer les ressources légales, financières et humaines pour atteindre le plus vite possible les objectifs de la feuille de route du 5 juin 2013 pour l'élimination des pires formes de travail des enfants [122.32]
- Incorporer des définitions claires des termes "vente d'enfant" et "trafic d'enfants" dans le code pénal et dans l'acte contre le trafic respectivement, et spécifier la pénalité pour les accusés dans le code pénal, conformément au Protocole de Palerme [122.33]
- Uniformiser la définition légale de l'enfant afin d'harmoniser la législation nationale avec le droit international et de faciliter sa mise en œuvre [123.3]
- Continuer à collaborer avec les pays voisins pour trouver des moyens d'offrir une assistance aux enfants à risques [123.5]
- Continuer à appliquer des mesures efficaces pour atteindre les objectifs de développement du millénaire, incluant la lutte contre la pauvreté, l'égalité homme/femme et l'accès à l'éducation sans discrimination [123.7]
- Continuer de mettre à disposition des lieux d'éducation et de formation pour les personnes handicapées; redoubler d'efforts pour réduire le travail des enfants et offrir des soins adéquats pour les enfants vulnérables dans les écoles et dans la rue [123.13]
- Mobiliser des ressources suffisantes pour la mise en œuvre du plan d'action sur la survie des enfants lancé le 7 juillet 2013 [123.14]
- Développer une politique pour la protection de l'enfance assurant un meilleur système de garanties des droits de l'enfant [123.15]
- **Continuer dans le renforcement de la protection de l'enfant, particulièrement en continuant la lutte contre la mendicité des enfants, en accélérant la modernisation des écoles Daaras et en facilitant l'accès à la justice pour mineurs** [123.16]
- Continuer à s'engager à mettre en œuvre la stratégie de réduction de pauvreté et à améliorer les soins maternels et aux nourrissons [123.18]
- Continuer les efforts dans la lutte contre la mortalité maternelle, faciliter l'accès des femmes à la santé, et veiller à l'enrôlement des filles à l'école et à ce qu'elles y restent, ainsi que l'accès à une formation professionnelle [123.19]
- Continuer à prendre des mesures pour protéger les droits sociaux, incluant les droits de l'enfant, de la femme et des personnes handicapées [123.20]

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembe, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org

- Prendre les mesures nécessaires en terme de loi pénale pour punir les actes de toute forme de violence contre les femmes et les filles [123.41]
- S'attaquer à la violation des droits de la femme, à la violence domestique et au travail des enfants [123.43]
- Eradiquer les MGF [123.44] – [123.52]
- Renforcer les mesures pour protéger les enfants à travers des enquêtes adéquates; des poursuites rapides; des sanctions suffisantes en cas de trafic d'enfants; la mise en œuvre de la législation interdisant l'utilisation d'enfants pour mendier dans le but d'une exploitation économique; ces mesures doivent être conformes aux obligations de l'Etat selon les traités et instruments internationaux [123.54]
- Prendre des mesures pour éliminer efficacement le travail forcé des enfants, incluant la mendicité forcée des enfants talibés, suivant les recommandations des organes de contrôle de l'OIT [123.55]
- Continuer les efforts pour soutenir au niveau national, les enfants des rues pour atteindre les objectifs posés par le gouvernement sénégalais dans ce domaine d'ici à fin 2015 [123.56]
- Protéger les enfants talibés contre l'exploitation [123.57], [123.58], [123.69]
- Continuer les efforts dans le combat contre la misère des enfants et offrir des soins à tous les enfants [123.59]
- Continuer de renforcer la législation nationale ainsi que les politiques pour mieux protéger les enfants contre les abus et l'exploitation [123.60]
- Intensifier les efforts pour éradiquer les attaques et l'enlèvement d'enfants. Ceci peut être atteint par le gouvernement en augmentant les campagnes de sensibilisation sur les dangers de ces pratiques aux familles concernées [123.61]
- Protéger les enfants contre le trafic d'êtres humain [123.62], [123.63], [123.67]
- Poursuivre en justice les responsables de trafic d'enfants [123.70]
- Renforcer la législation sur le viol, la pédophilie et l'inceste et conduire des campagnes de sensibilisation sur ces thèmes dans les écoles et les communautés locales [123.71]
- Promulguer des lois qui pénalisent les cas de viol, abus et inceste, pour sensibiliser sur ces problèmes, et poursuivre les individus responsables de tels crimes [123.72]
- S'assurer que les enfants handicapés soient protégés contre toute forme de violence et reçoivent une éducation et des formations inclusives [123.73]
- **Continuer les efforts pour une formation adéquate dans le domaine de la justice juvénile [123.75]**
- **Mettre en place un système de justice juvénile et former plus de juges pour les tribunaux pour mineurs [123.76]**
- Eliminer le mariage force et précoce [123.79] – [123.82]

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembe, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org

- Continuer les efforts pour offrir des soins de santé gratuits aux enfants et combattre la malnutrition infantile en facilitant l'accès à la nourriture [123.93]
- Accélérer les efforts dans l'octroi de services de santé maternelle et infantile, ainsi que réduire de manière significative les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans [123.94]
- Maintenir les initiatives prises pour améliorer les soins de santé universels incluant la réduction de la mortalité maternelle et infantile [123.95]
- Mettre à disposition des soins de santé gratuits et accessibles pour les enfants jusqu'à 6 ans d'ici 2015 [123.97]
- Améliorer les programmes et initiatives pour élargir la couverture des soins médicaux pour les mères et les enfants [123.99]
- Mettre en œuvre la stratégie pour assurer des soins de santé gratuits pour les enfants âgés de 0 à 5 ans [123.101]
- Continuer à prendre des mesures pour améliorer le système d'éducation et l'accès universel à une éducation de qualité [123.103]
- Travailler sur un ensemble de règles contraignantes avec les leaders religieux islamiques pour l'établissement de l'éducation des écoles Daraas, afin de protéger le droit à l'éducation des enfants Talibés [123.104]
- Continuer les efforts pour réaliser le droit à l'éducation et faire attention à l'accès des enfants et adolescents à l'éducation moyenne et secondaire [123.105]
- Poursuivre les efforts pour moderniser le cadre légal du système éducatif en y insérant le droit à une éducation de base [123.106]
- Renforcer les efforts en vue de l'inscription à l'école primaire [123.107]
- Continuer les initiatives pour améliorer l'accès à l'éducation de base universelle pendant 10 ans pour les garçons et les filles [123.108]
- Prendre des mesures pour améliorer l'accès à l'éducation spécialement pour les femmes et les enfants [123.109]
- Continuer les efforts déjà entrepris pour renforcer le droit à l'éducation, particulièrement en offrant un accès grandissant à l'éducation au niveau élémentaire pour les filles [123.110]
- Continuer les efforts dans le renforcement du système éducatif, incluant la considération et la mise en œuvre des recommandations faites par le Rapporteur Spécial sur le Droit à l'Éducation, afin de promouvoir encore plus le droit à l'éducation pour tous au Sénégal [123.111]
- Assurer la mise en œuvre du plan stratégique concernant l'éducation et la protection des enfants qui ne sont pas à l'école et mettre en œuvre les recommandations du Comité des Droits de l'Enfant afin de cesser la pratique des enfants mendiants [123.112]
- Considérer et suivre les recommandations que le Rapporteur Spécial sur le Droit à l'Éducation a faites lors de sa visite en 2010, afin de renforcer les stratégies nationales et les programmes éducatifs actuellement mis en œuvre [123.113]
- Consolider les gains réalisés en offrant aux enfants l'accès à l'éducation en maintenant l'accent

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembe, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org

sur la construction d'écoles et le recrutement d'enseignants [123.114]

- Continuer les efforts concernant les droits économiques et sociaux de la population, incluant la modernisation du système éducatif en incluant dans la loi le droit à l'éducation de base [123.115]
- Continuer, en coopération avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales pertinentes, de promouvoir l'accès universel à l'éducation et améliorer la qualité du système éducatif [123.116]
- Accélérer le programme de modernisation des écoles religieuses [123.117]
- Continuer les efforts pour renforcer l'égalité des genres, spécialement dans l'éducation, en Assurant l'enrôlement des filles à l'école et le fait qu'elles y restent [123.118]

- **Recommandations n'ayant pas obtenu le soutien du Sénégal: décriminalisation de l'homosexualité [125.1 – 125.14].**

Defence for Children International – International Secretariat

1, Rue de Varembé, Case postale 88 ☐ CH-1211 Genève 20 ☐ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 ☐ E: info@defenceforchildren.org

www.defenceforchildren.org